



LES AMI.E.S DE LA CONFÉDÉRATION PAYSANNE

LETTRE TRIMESTRIELLE N°55

AVRIL 2020

EDITO



Chers et chères Ami.e.s,

A situation inédite, numéro spécial.

L'épidémie de COVID-19 frappe aux quatre coins de la planète, nous confine et remet profondément en cause nos modes de vie.

Malgré ce climat social mortifère et cette pandémie, conséquence, comme tant d'autres du système capitaliste productiviste de plus en plus mondialisé, nous devons penser l'après.

Dans cette épreuve, l'agriculture paysanne montre qu'elle est résiliente et adaptée pour nous nourrir, maintenir du lien et une activité locale. Il est temps de changer de système alimentaire, avec une agriculture qui soit le plus possible relocalisée et adaptée à son territoire, solidaire, équitable, à taille humaine. Nous voulons des territoires vivants, où personne ne soit mis de côté et où chacun puisse décider de son alimentation.

Mais le modèle agricole dominant ne changera pas si tout ne change pas. On le voit bien, par exemple, avec toutes les enseignes de la grande distribution qui récupèrent en ce moment les circuits courts... comme elles ont su digérer la bio ou le commerce équitable et bien d'autres démarches populaires.

Relocaliser au maximum les productions dans tous les secteurs

(santé, alimentation, agriculture, habitat, habillement, énergies, etc), au plus près des citoyens, avec des débats et des processus démocratiques... Ce fut toujours, c'est et ce sera bien là la principale difficulté.

Mais ne nous laissons pas abattre.

Tout confinés que nous soyons, le temps d'après arrive. Nous vous proposons de le préparer ensemble, en réfléchissant avec nous à un certain nombre de questions proposées par Bruno Latour, sociologue, anthropologue et philosophe. Car tel qu'il l'écrit : *"Il ne s'agit plus de reprendre ou d'infléchir un système de production, mais de sortir de la production comme principe unique de rapport au monde. Il ne s'agit pas de révolution, mais de dissolution, pixel après pixel. C'est que l'injustice ne se limite pas à la seule redistribution des fruits du progrès, mais à la façon même de faire fructifier la planète. Ce qui ne veut pas dire décroître ou vivre d'amour ou d'eau fraîche, mais apprendre à sélectionner chaque segment de ce fameux système prétendument irréversible, de mettre en cause chacune des connexions soi-disant indispensables, et d'éprouver de proche en proche ce qui est désirable et ce qui a cessé de l'être."*

Ainsi, nous vous invitons à faire la "liste des activités dont vous vous sentez privé.e.s par la crise actuelle et qui vous donne la sensation d'une atteinte à vos conditions essentielles de subsistance."

Question 1 : Quelles sont les activités maintenant suspendues dont vous souhaiteriez qu'elles ne reprennent pas ?

Question 2 : Décrivez a) pourquoi

cette activité vous apparaît nuisible/ superflue/ dangereuse/ incohérente ; b) en quoi sa disparition/ mise en veilleuse/ substitution rendrait d'autres activités que vous favorisez plus faciles/ plus cohérentes ?

Question 3 : Quelles mesures préconisez-vous pour que les ouvriers/ employés/ agents/ entrepreneurs qui ne pourront plus continuer dans les activités que vous supprimez se voient faciliter la transition vers d'autres activités ?

[Ces mutations des emplois et des formations ne pourront avoir lieu sans la participation active et les décisions des ouvrier.es, employé.e.s, technicien.ne.s concerné.e.s.]

Question 4 : Quelles sont les activités maintenant suspendues dont vous souhaiteriez qu'elles se développent/ reprennent ou celles qui devraient être inventées en remplacement ?

Question 5 : Décrivez a) pourquoi cette activité vous apparaît positive ; b) comment elle rend plus faciles/ harmonieuses/ cohérentes d'autres activités que vous favorisez ; et c) permettent de lutter contre celles que vous jugez défavorables ? (Faire un paragraphe distinct pour chacune des réponses listées à la question 4.)

Question 6 : Quelles mesures préconisez-vous pour aider les ouvrier.e.s / employé.e.s / agent.e.s / entrepreneur.euses à acquérir les capacités / moyens / revenus / instruments permettant la reprise / le développement / la création de cette activité ?

De quoi nous occuper un petit moment... ■

**Le bureau des Ami.e.s de la
Confédération paysanne**

CORONAVIRUS (COVID-19) : HASARD ET FATALITÉ ?

Étaient-ils des Cassandre ou des prédicateurs hasardeux ceux et celles qui, depuis trois décennies et plus, ont signalé les risques sociaux, sanitaires, écologiques, démocratiques, des politiques menées tant à l'échelle nationale qu'au niveau mondial ? Le mal était répandu, certes de façon inégale et diversifiée selon les pays, mais planétaire forcément. C'est ce que donnent à voir aujourd'hui la pandémie du virus CoVid-19, le dérèglement climatique, la dégradation de la biodiversité et des équilibres écologiques, la croissance des inégalités sociales, la paupérisation et la précarisation de nombreuses franges de la population.

Dans le cas très préoccupant de la pandémie, il n'est pas inutile de rappeler que, sans savoir que ce serait le CoVid-19 qui serait l'élément déferlant, bien des chercheurs, médecins, économistes, responsables politiques et associatifs avaient donné l'alerte, disant que tout ce qui au nom du marché détruisait le commun créait un terrain favorable notamment au risque de pandémie.

Ils notaient entre autres, depuis plus de dix ans, l'affaiblissement par diverses pollutions, notamment atmosphériques, des défenses immunitaires chez l'être humain.

On pourrait multiplier les exemples de politiques ou d'activités aux conséquences délétères. Pour ne parler que de phénomènes récents, on peut évoquer la grippe H1N1, le virus Ébola...

Délocalisations, industrialisation de l'agriculture et de l'élevage avec ses conséquences négatives multiples, déforestation, pollution des eaux terrestres et océaniques, spécialisation outrancière des activités de production par région, dézingage en accélération continue des services publics, en particulier des établissements de santé et de recherche, tout cela, la liste pourrait être allongée, est maintenant visible ou connu quant à ses conséquences.

Ni les entreprises (à commencer par les plus puissantes qui exercent une pression sur l'ensemble des activités productives), ni les gouvernements (à

commencer par ceux de l'Occident dominateur), ni les organisations internationales (FMI, Banque Mondiale, OMC, Union Européenne, G6 7 ou 20), ne sont blanches dans cette affaire. Elles ont été les moteurs.

Leur rivalité et les chemins de la concurrence, les ont incitées à faire mieux que les autres, c'est-à-dire à privatiser plus (la santé en particulier), à délocaliser au motif du moindre coût (exploiter des travailleurs lointains, ça rapporte), à démanteler les services et les institutions de protection sociale solidaire.

Soit on s'arrête au constat et tend le dos en attendant (quoi ?), soit on (les populations) prend les choses en main.

L'affolement ou les virages actuels des autorités publiques qui soudainement s'affranchissent des règles immuables qu'ils avaient imposées par la force (se souvenir de la troïka et de la Grèce), grâce à la chorale des grands médias chantant (faux) à l'unisson (oxymore autorisé), ou par la persuasion clandestine (pour reprendre une formule célèbre) ne doivent ni tromper ni entraîner les populations dans un sorte de fatalisme qui aurait tous les défauts d'une léthargie générale.

Le service public de santé doit être repensé, pour plus d'efficacité, de la proximité, des capacités d'intervention, y compris en période de crise aiguë, ce que ne comprennent pas les



partisans des flux tendus, des stocks zéro, sans lesquels les coûts (le mot « magique » est lâché) seraient exorbitants dans un système mondial de concurrence généralisée.

La plupart des économistes ont même oublié une règle bien connue que toute organisation productive (de biens ou de services) doit disposer en permanence d'une réserve de moyens de production pour répondre aux à-coups de conjoncture ou aux situations de catastrophe ou d'urgence.

Penser encore et toujours pour agir

Car, est-ce parce que confinés par nécessité, il faudrait s'arrêter d'analyser, de penser, d'agir ? Le déferlement d'informations, vraies ou fausses, de commentaires, intéressants ou farfelus, de statistiques et d'interventions opportunistes entretenant un climat de peur quasiment millénariste (on a dû se tromper de date ou alors le calendrier est faussé), ne rendent pas aisée l'approche des problèmes et la possibilité d'en sortir par des voies démocratiques.

D'autant plus, pour s'en tenir à l'actualité brûlante, qu'il y a encore beaucoup d'inconnues, non seulement sur l'origine et les conditions de progression de la pandémie, mais aussi sur la pandémie elle-même : combien de personnes contaminées ? Malades ? Comment d'ailleurs procéder à un dénombrement clair ? Quels sont les vecteurs du virus ?

Les scientifiques eux-mêmes n'ont pas tous la même analyse, y compris en ce qui concerne les mesures prises ou à prendre, tant d'une façon générale pour protéger les populations, que pour ralentir puis enrayer la progression de la pandémie.

Quoi qu'il en soit, ils ne sont d'ailleurs pas toujours écoutés ou tardivement, lorsque la situation atteint un haut niveau de gravité. Les désaccords entre chercheurs ne sont bien entendu pas un inconvénient ; c'est davantage une condition pour faire progresser la connaissance et les

possibilités de prévention ou de remède.

Leurs travaux, sous des formes accessibles, devraient d'ailleurs s'adresser aussi au public le plus large, pour que celui-ci, dûment informé, soit en capacité de comprendre et de débattre, si possible en s'affranchissant de la peur panique. Dans le cas très préoccupant d'aujourd'hui, il n'est pas inutile de rappeler que bien des chercheurs, médecins, économistes, responsables politiques et associatifs avaient signalé les risques au vu de l'étendue des dégâts signalés en début d'article.

Changer en mobilisant l'énergie démocratique

S'il est admis, même dans les discours officiels, qu'il n'est pas souhaitable de poursuivre dans les voies suivies depuis des décennies, il n'en reste pas moins que rien de précis n'est annoncé par les gouvernants, et encore moins par leurs alliés auxquels trop souvent ils se soumettent, notamment les grandes firmes internationales dont ils sont par ailleurs et souvent les porte-parole.

C'est flagrant dans les domaines de la santé et de l'agriculture, pour ne pas parler des autres secteurs d'activité.

Implorer les pouvoirs publics, construire des dossiers pour plaider, ne suffit plus, ne suffit pas. C'est la mobilisation des habitants et des gens au travail qui sera la clef d'un avenir

peut-être meilleur, à toutes les échelles territoriales, sur tous les lieux de production et de consommation, selon des modalités que l'Histoire a déjà montrées, selon des façons qui sont à l'œuvre ici ou là, ouvrent des chemins nouveaux.

Facile à énoncer, plus difficile à faire advenir, tant les démocraties, quand elles existaient un tant soit peu, ont été malmenées. Reste que ce qui se passe dans tel village, ce qui a été tenté avec la « démocratie participative » au Brésil et ailleurs, ce que les coopératives ou les comités d'entreprise (dans la période antérieure) ont emmagasiné d'expérience critique et pratique, ce que les associations, syndicats, collectifs « citoyens » ont entrepris et entreprennent, reste que tout cela et bien d'autres expériences ont accumulé des connaissances et produit des résultats dont il est urgent de tirer profit aujourd'hui. La mobilisation doit s'appuyer sur l'expérience passée et sur les capacités inventives des citoyens, habitants et travailleurs.

C'est possible. Il faut s'y atteler, chacune et chacun selon ses moyens, pour que chacune et chacun puisse, individuellement ou collectivement, disposer selon ses besoins. ■

Marc Mangenot,
Administrateur des Ami.es de la Conf'





- Numéro de téléphone à composer : 09
72 12 34 56

- Numéro de chambre : 718322

Ça vous dit quelque chose ?...

Et oui, en ces temps de confinement imposé, OVH risque de devenir notre meilleur ami, celui qui nous permet de poursuivre ensemble et à distance nos activités.. la conférence téléphonique a le vent en poupe ! (d'ailleurs, vous savez pourquoi ils appellent ça un numéro « de chambre » ?...)

Alors je ne vais pas vous parler de Covid 19, vous avez tous les médias du monde pour ça ! ... je vais beaucoup plus humblement faire souffler un air iodé d'association bretonne qui tente de maintenir sa petite activité militante..

Alors, où en est-on ?...

Le projet vidéo de portraits de paysans « qui font envie » suit son cours. Trois interviews et prises de vues ont déjà été réalisées et pour l'un des portraits le montage est quasi achevé, c'est bien chouette et on a hâte !

Dans le cadre de notre (modeste !) mobilisation pour la campagne « Décidons de notre alimentation ! », Benoit prépare un courrier à destination des listes qu'on avait interpellées avant les élections. Certaines ont été élues ou sont en passe de l'être quand le deuxième tour pourra se tenir. Nous voulons leur dire que nous resterons attentifs aux décisions prises.

Une deuxième rencontre a eu lieu au sein de la Mission Locale avec des jeunes intégrés dans le dispositif « garantie jeunes ». Comme lors de la première fois et pour changer le regard sur leur métier et tenter de susciter des envies, trois paysans exerçant des activités variées ont accompagné Catherine. Les échanges ont été riches et joyeux !

De même qu'à l'issue de la première séance, un jeune a souhaité partir en stage chez un des paysans présents et une convention a été signée, des visites de fermes ont également été programmées.

Une goutte d'eau c'est sûr mais ... elles font bien les grandes rivières non ?

Dans le même ordre d'idées et parce qu'on reste sur notre fil conducteur

d'essayer de donner des envies d'installation, Jacqueline et Roselyne préparent un projet d'interventions à destination des responsables de collèges et lycées pour éventuelle mise en œuvre avec des paysans à partir de la prochaine année scolaire.. à suivre donc...

Une CIAP (coopérative d'installation en agriculture paysanne) est en réflexion sur le Morbihan et la Conf nous a sollicités pour participer au travail d'élaboration du projet à son côté et en partenariat avec Terre de Liens et l'association La Marmite. l'enthousiasme est au rendez vous puisque quatre candidates se sont positionnées pour se joindre à ce groupe !

Un des gros dossiers du moment pour la Conf (au delà évidemment de l'accompagnement des paysans et de leurs problématiques spécifiques au cours de cette épidémie) reste celui des ferme-usines.. Langoëlan, Plaudren, Néant-sur-Yvel... et on pourrait en rajouter hélas bien d'autres... des collectifs en lutte existent ou se créent et au niveau des Ami.e.s, c'est Michèle la spécialiste !

Et puis bien sûr on n'oublie pas le fait qu'Anne et Josée continuent à se rendre une fois par mois à Notre-Dame-Des-Landes pour participer à la "Coordination des organisations en soutien aux projets de la ZAD" au nom des Ami.e.s de la Conf'.

Marc et Maryvonne ne sont pas cités mais ils étaient aussi bien présents et participants. Quand on y rajoute Stéphanie pour la Conf et Jérémie pour le projet vidéo, une conférence téléphonique à 10, ce n'est pas évident !!

Prenez soin de vous et des autres et gardez votre énergie et votre motivation intactes, il y aura plein de choses à reconstruire autrement quand tout ça sera derrière nous !■

L'équipe des z'ami.e.s de la Conf du Morbihan

CAMPAGNE DÉCIDONS DE NOTRE ALIMENTATION !

AVEC JOËL LABBÉ AU SALON DE L'AGRICULTURE

J'ai compté.. au moment où je vous écris, 36 jours seulement se sont écoulés depuis l'événement dont je suis censée vous parler... Pourquoi ai-je l'impression que c'était l'année dernière ?.. J'imagine que confin.e.s vous aussi vous avez la réponse ! Ne m'en veuillez donc pas si je suis loin d'être exhaustive.. au delà de l'atmosphère bruyante et agitée du Salon, bien des choses que nous étions alors loin d'imaginer se sont déroulées ...



Le 27 février, le salon de l'agriculture était encore ouvert, les bains de foule encore permis... et nous, nous avions prévu un temps spécial en vue des municipales (ça, c'était avant que le premier tour soit maintenu, alors que démarrait le confinement, puis que le second tour soit reporté, évidemment !). Nous avons donc invité Joël Labbé, sénateur du Morbihan et maire durant trois mandats de la petite commune de St Nolff à échanger avec le public du stand Conf'/Ami.e.s.

Joël est adhérent des Ami.e.s depuis longtemps déjà. Il est issu du monde paysan et a grandi dans une petite ferme en polyculture/élevage au sein de laquelle, dit-il, il a eu une enfance « extrêmement heureuse ». Il dit se sentir depuis toujours, et d'autant plus depuis qu'il est entré en politique « redevable aux paysans ».

Dans le cadre de notre campagne « Décidons de notre alimentation ! » et avec la perspective des élections municipales, nous souhaitons bénéficier de son expérience concernant les leviers possibles dont dispose une municipalité quand elle souhaite agir en faveur de l'agriculture paysanne. Ce sont bien sûr également ceux que doivent connaître les citoyens pour faire pression quand la motivation n'est pas là !

Pour lui, l'un des outils les plus intéressants a été et reste « l'Agenda 21 ». « Les collectivités territoriales sont appelées, dans le cadre du

chapitre 28 de l'Agenda 21 de Rio, à mettre en place un programme d'Agenda 21 à leur échelle, intégrant les principes du développement durable, à partir d'un mécanisme de consultation de la population ».

Ces comités consultatifs lui semblent fondamentaux pour définir l'agenda et les priorités de la communauté et c'est grâce à eux qu'un consensus a pu se dégager et St Nolff devenir la première commune sans pesticides de Bretagne. C'est dans ce cadre également qu'il lui a été possible d'intervenir sur le foncier, de sanctuariser des terres à vocation agricole et d'intervenir sur le niveau des prix de celles-ci.

Concernant la restauration collective (et pas seulement en milieu scolaire, mais de la crèche à l'EHPAD !) et plus globalement l'avancée vers une alimentation de qualité et relocalisée, un des leviers qu'il plébiscite est celui des PAT (Projets Alimentaires Territoriaux) dont le principe est de faire se réunir et travailler ensemble tous les acteurs de l'alimentation sur un territoire, défini comme pertinent en fonction du contexte (commune ou intercommunalité).

L'objectif dans ce cadre serait qu'à l'horizon 2030/2035 la majorité des produits consommés localement soient locaux et de saison.

Il nous redit qu'il est fondamental que l'on retrouve le respect de la « valeur aliment », qu'il est urgent de parvenir à une nécessaire réconciliation entre l'humain et le vivant. Moins de viande mais de qualité et au prix rémunérateur pour les paysans.

Il se dit aussi bien sûr conscient des difficultés - sachant par exemple qu'une partie des actions engagées par son équipe municipale n'a pas été poursuivie par la mandature

suivante... que les lobbys de l'agroalimentaire et du « syndicat majoritaire » pèsent lourd sur les décisions – mais reste malgré tout confiant car on constate que les citoyens deviennent de plus en plus exigeants, que les choses bougent, que les exemples qui fonctionnent ne peuvent plus être niés...

Pour autant « on n'a plus de temps à perdre » et hélas à l'Assemblée Nationale et au Sénat les élu.e.s sont souvent déconnecté.e.s de la population qu'ils représentent...

Il affirme aussi qu'il nous faut aller au-delà de « vouloir des coquelicots » et que ce qu'il faut plébisciter, c'est « nous voulons des paysan.n.es en agriculture paysanne ! »

En conclusion, il est d'accord avec nous sur le fait qu'il faille changer de modèle, et ses expériences le poussent à dire que l'échelon du territoire communal ou intercommunal est le bon niveau pour réinventer des fonctionnements différents.

Et j'ai gardé pour la fin cette petite phrase qui aujourd'hui résonne prémonitoire : « les petits virus finissent par se mondialiser aussi. On n'a plus de solutions, c'est entre autres pour ça qu'il faut relocaliser ! ». On s'y met ? ■

Catherine Lusseau,
Administratrice des Ami.e.s de la Conf'



COMMUNIQUÉ FERMETURE DES MARCHÉS DE PLEIN AIR : UNE DÉCISION IRRESPONSABLE !



Les Ami.e.s de
la Confédération paysanne

Les Ami.e.s de la Confédération paysanne,
défenseurs d'une agriculture solidaire, de qualité
et à taille humaine, communiquent.

Communiqué de presse

Le 27 mars 2020

Fermeture des marchés de plein air : une décision irresponsable !

La décision de fermer les marchés de plein air est calamiteuse pour les paysans et les paysannes qui commercialisent leurs produits par ce débouché ! En cette période de récoltes et de production (reprise de la lactation des bêtes, retour des fruits et légumes de printemps), la décision est une catastrophe.

Et qu'en est-il des inégalités sociales que cela renforce ? Que feront les personnes qui n'ont pas d'autre accès alimentaire près de chez elles, ni de moyen de déplacement ? Les marchés de plein air sont parfois les seuls moyens de s'approvisionner sans avoir des kilomètres à parcourir ! C'est aussi priver les gens d'un accès à une alimentation dont ils connaissent la provenance dans le cas de la vente directe. Les grandes surfaces ont aussi leurs failles en termes de sécurité sanitaire et leurs personnels sont en première ligne face à l'épidémie.

Dans la grave crise que nous traversons, fermer tous les marchés risque ainsi d'aggraver les inégalités sociales en termes d'accès à l'alimentation et d'accélérer la disparition des paysans et paysannes, au profit de l'agro-industrie.

Il est pourtant possible de créer de bonnes conditions de protection sanitaire pour les marchés ouverts : distances de sécurité, mesures barrières, masques, produits déjà emballés et pesés, prix ronds, boîtes pour déposer la monnaie, etc. Dans les grandes villes, il y a des possibilités de maintenir des marchés en régulant leurs accès et en espaçant les stands. Un [guide de bonnes pratiques](#) en période de crise a d'ailleurs été proposé par la Confédération paysanne dans ce sens.

Des marchés couverts, des AMAPs réussissent à maintenir leurs distributions en respectant les règles de sécurité et les gestes barrières. Les épiceries paysannes et les magasins de produits locaux y parviennent aussi.

Nous invitons à renforcer les initiatives d'approvisionnement en vente directe auprès des paysans et paysannes : commandes en avance, organisation de livraisons etc..

La campagne « Décidons de notre alimentation ! », lancée par les Ami.e.s de la Conf', trouve toute sa légitimité dans ce contexte.

Soutenons massivement les paysans et paysannes qui nous nourrissent !

Contact : contact@lesamisdelacnf.org

Les Ami.e.s de la Confédération paysanne

Les Ami.e.s de la Confédération paysanne
104 rue Robespierre, 93170 BAGNOLET
contact@lesamisdelacnf.org / 01 43 62 18 70

AGISSONS POUR LA RÉOUVERTURE DES MARCHÉS DE PLEIN VENT !

La résistance paie !, titrait la Confédération paysanne dans l'un de ses derniers communiqués. En effet, les marchés de plein vent, fermés dans le cadre de la mise en œuvre des mesures de lutte contre le COVID-19, peuvent désormais faire l'objet d'une autorisation préfectorale d'ouverture.



Suite à la mobilisation des acteurs du monde agricole et notamment de la Confédération Paysanne, le gouvernement vient d'envoyer à toutes les préfectures un guide méthodologique qui permet d'étendre les possibilités de déroger à la fermeture des marchés et qui définit un protocole sécurisant pour toutes et tous (élus, producteurs, consommateurs). Il reconnaît ainsi que l'application de règles sanitaires strictes permet la tenue de toute forme de vente alimentaire.

Il s'agit notamment de l'espacement des stands, du marquage au sol pour les distances entre les acheteurs, de dispositifs de protection des vendeurs, du non-accès par le public aux produits exposés...

Il faut maintenant que les maires et les préfectures fonctionnent en bonne intelligence avec l'ensemble des acteurs locaux afin de rapidement se donner les moyens d'une réouverture effective. Encourageons nos maires dans ce sens ! Pour cela, nous vous proposons un courrier, que vous pourrez compléter et adresser à votre maire, si possible avec le Préfet en copie.

>> A télécharger sur ce lien : <http://lesamisdelacnf.org/2020/04/03/agissons-pour-la-reouverture-des-marches-de-plein-vent/>

Tenez-nous informés, et n'hésitez pas à nous contacter si besoin !

De nombreuses ressources restent disponibles sur le site de la Conf' : <https://www.confederationpaysanne.fr/actu.php?id=9905>

Ainsi que notre communiqué contre la fermeture des marchés (à retrouver ci-dessus) : <http://lesamisdelacnf.org/2020/03/27/communique-de-presse-fermeture-des-marches-de-plein-air-une-decision->



LA CONFÉDÉRATION PAYSANNE SOLIDAIRE DES SOIGNANT.E.S !

100 paniers paysans ont été offerts et livrés ce jeudi 2 avril au personnel du SAMU-SMUR de l'Hôpital Edouard Herriot à Lyon. « Vous nous soignez, nous vous nourrissons », c'est ce qui résume l'action de ce jeudi 2 avril menée par la Confédération paysanne du Rhône.



100 paniers issus de 23 fermes du Rhône, des Monts du Lyonnais au Beaujolais, remplis de fromages, légumes, bocaux, pâtés, jus de fruits, confitures, yaourts, vins, bières paysannes, savons... ont été préparés (sous des normes sanitaires drastiques) sur une ferme à Mornant puis apportés à l'Hôpital Édouard Herriot vers 11h.

100, car c'est à peu près le nombre de personnes nécessaires pour que le service SAMU-SMUR puisse tourner pendant 24 heures, en comptant les secrétaires, les agents de maintenance, de nettoyage etc.

La distribution a été organisée avec la CGT Santé et le Collectif Jeunes de la

CGT Rhône, qui saluent une belle action de convergence des luttes et soulignent l'importance des liens entre les petites mains des professions qui œuvrent pour le bien commun.

En cette période de confinement, la Confédération paysanne du Rhône a souhaité apporter son soutien à toutes celles et ceux qui luttent en première ligne contre la pandémie de Covid-19 : personnel soignant et travailleurs-ses du nettoyage et de la maintenance des hôpitaux.

Emu, un réanimateur urgentiste témoignait : "Dans le feu de l'action, je tiens déjà à vous remercier pour les victuailles que vous avez livrées ce jour au SAMU-SMUR de Lyon. Je le fais au moins en mon nom personnel mais aussi en celui de mes co-équipiers. Très sincèrement, votre attention m'émeut personnellement. Nous faisons juste notre métier, comme d'habitude, et plus fort que d'habitude, comme tout le monde et comme vous. Que cela fait chaud au cœur de profiter de votre soutien". Avant de conclure "Un vrai grand merci pour votre action qui donne espoir en l'être humain".



Au-delà de cette action solidaire, les paysans et paysannes de la Confédération paysanne du Rhône font entendre leurs revendications : continuer à produire des aliments de qualité pour nourrir toute la population. Et d'espérer que cette crise permettra de questionner profondément nos modes de production et d'organisation de la vie sociale.

Ne comptant pas s'arrêter en si bon chemin, la Conf' du Rhône pense déjà à une prochaine action envers les mal logé.e.s, mal nourri.e.s, oublié.e.s de cette crise. ■

Andréa Blanchin,
Administratrice des Ami.e.s de la Conf',
d'après le communiqué de presse de la
Confédération paysanne du Rhône.



**L'ALIMENTATION EST UN BESOIN PRIORITAIRE
LA PROTECTION DE TOUS SES TRAVAILLEURS-EUSE-S
EST NÉCESSAIRE**

Dans la Drôme et en Ardèche, des actions similaires ont eu lieu le lendemain. Consultez le site Reporterre pour lire le texte collectif écrit à cette occasion.



TRIBUNE
3 avril 2020

La démocratie à table !

La crise sanitaire du COVID-19 ébranle nos certitudes et questionne les prétendues vérités de la mondialisation libérale. Elle nous apprend qu'il peut être utile d'avoir des capacités de production locale de produits indispensables: des masques, des réactifs pour des tests, des médicaments, des respirateurs.

Elle nous apprend aussi que l'hôpital et les soignants, que les aides aux personnes âgées, ne sont pas des charges, mais font la vraie richesse d'une société.

ELLE NOUS RAPPELE ENFIN QUE NOTRE ALIMENTATION ET CEUX ET CELLES QUI LA PRODUISENT CONSTITUENT LA BASE DE NOTRE EXISTENCE ET DE NOTRE RÉSILIENCE COLLECTIVE.

Nous sommes citoyens et citoyennes de la planète unique qui nous abrite et nous partageons nos villes, nos villages et nos paysages. Nous sommes tous responsables de leur état, comme de ce que nous mettons dans nos assiettes et sur nos tables.

Manger ce qui pousse pas loin sans abîmer ni les sols ni les gens, dépend de nos choix.

Faire que nos cantines nourrissent nos enfants avec ces mêmes aliments dépend de nous.

Du contenu de notre assiette aux paysages de nos campagnes, il n'y a qu'un pas que nous pouvons franchir résolument en nous posant ces questions simples : d'où vient ce que je mange ? qui l'a fait pousser, qui l'a fabriqué, qui l'a élevé ?

L'agriculture n'a pas vocation à être une armée usant de la main d'œuvre pour ramasser mécaniquement des denrées produites en masse avec force intrants chimiques. Elle a vocation à être une activité rémunératrice, épanouissante et résiliente, qui permette

de nourrir les populations et de garantir des emplois pérennes et non délocalisables.

NOUS NE POUVONS PAS CONTINUER À CULTIVER ET À MANGER CE QUI NE NOUS NOURRIT PAS.

Nous voulons des campagnes vibrantes et bruisantes de vie.

Il est temps de relocaliser.

Nous voulons des fermes autonomes et nourricières et des paysans et des paysannes fières de leur métier.

Il est temps de diversifier et de respecter la biodiversité.

Nous sommes des passants, redevables à ces siècles d'humus patiemment déposés sous nos pieds et dont se nourriront nos enfants.

Il est temps de préserver notre foncier et d'arrêter de le dilapider, de le bétonner.

Alors mobilisons nos élu.es et tous les responsables et artisans de la chaîne alimentaire. Soutenons nos paysans et paysannes en s'approvisionnant auprès d'eux et elles, en cuisinant chaque jour le produit de leur travail, en exigeant de rétablir partout où c'est possible les marchés alimentaires dans le respect des exigences sanitaires.

Mettons-nous ensemble à la table de la démocratie pour faire changer maintenant le système agricole et alimentaire!

Les Ami.e.s de la Conf', Le Collectif des associations citoyennes, Les Cols Verts, La Ferme du Bonheur, Fruits Oubliés et Biodiversité en Cévennes, ISF Agrista, le Mouvement Colibris, le Réseau des AMAP Ile-de-France, Terre de Liens Ile-de-France

MERCI AUX PAYSAN.NE.S



QUI NOUS NOURRISSENT

Comme vous l'avez vu, cette lettre trimestrielle est émaillée de dessins et photos de soutien aux paysan.ne.s. Envoyez également vos illustrations à contact@lesamisdelacnf.org. Nous les publierons sur notre site et nos réseaux sociaux.

AGENDA

En visioconférence :

Ateliers de déconfinement "Pour une transition agricole et alimentaire !", avec Terre de Liens IDF et le Réseau AMAP IDF >> [INSCRIPTIONS >>>ici](#)

sam. 4 avril /10h30 à 12h : Installation de nouveaux paysans (voir fiche>>> ici)

samedi 11 avril de 10h30 à 12h : Accessibilité alimentaire (voir la fiche>>> ici)

samedi 18 avril de 10h30 à 12h : Gouvernance alimentaire (voir la fiche>>> ici)

Pour la suite... A confirmer dès que nous pourrons !

samedi 16 mai - Formation – Agriculture bio, paysanne, conventionnelle, raisonnée : comment s'y retrouver ? - 93170 BAGNOLET

Sinon, rendez-vous en octobre pour l'Assemblée Générale !



104, rue Robespierre
93170 Bagnolet
01.43.62.18.70

contact@lesamisdelacnf.org page
Facebook : LesAmis de la Conf
Twitter : @LesAmisdeLaConf